

Questions orales

● (1415)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES PENSIONS

ON DEMANDE DE RETIRER UNE PARTIE DU BUDGET

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Depuis 24 heures, les premiers ministres des Maritimes ont déclaré que la désindexation était inutile, des personnes âgées ont dit avoir l'impression d'avoir été trahies et de nombreux organismes à vocation sociale ont demandé que le gouvernement renonce en grande partie à la désindexation. En outre, et c'est encore plus frappant, les milieux des affaires, en fonction desquels le budget a été élaboré, ont déclaré qu'il fallait mettre un terme à la désindexation et rétablir le plein montant des pensions. Comme le président de la BCNI l'a dit, il ne faut pas réduire le déficit au détriment des personnes défavorisées.

Quand le premier ministre est arrivé au pouvoir, il affirmait sa volonté de créer un consensus. Il y est parvenu, mais les gens s'opposent à sa politique. Le premier ministre est-il prêt à reconnaître que le gouvernement a commis une grave erreur et à retirer immédiatement la partie du budget qui annule l'indexation pour les personnes âgées?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Vu l'attitude du député aujourd'hui, monsieur le Président, je pense qu'il ferait bien de réfléchir à certains propos qu'il a tenus à la Chambre des communes le 29 juin 1982. Il a déclaré en effet: «Ils disent que nous ramenons l'indexation à 5 ou 6 p. 100 pour certaines tranches d'imposition. C'est effectivement ce que nous faisons».

Vous avez désindexé les revenus des Canadiens âgés en diminuant leur valeur de 6 p. 100, et vous avez le culot de dire exactement le contraire aujourd'hui. C'est pourquoi les Canadiens se méfient tellement de vous. Ils ne vous font pas confiance justement à cause de déclarations comme celle-là.

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: Les représentants du patronat sont des citoyens canadiens et des contribuables qui ont droit à leurs opinions. Nous écoutons leur point de vue et celui d'autres personnes, et nous continueront de surveiller de près l'évolution de la situation.

Des voix: Bravo!

LA POSITION DU MINISTRE DES FINANCES

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry): Monsieur le Président, le premier ministre parle de confiance. A ma connaissance, jamais un groupe d'organismes représentant plus d'un million de personnes âgées n'a dit avoir l'impression d'avoir été trahi par un gouvernement libéral. L'accusation qui vient d'être portée contre le gouvernement actuel ne nous a jamais été faite.

Des voix: Bravo!

M. Axworthy: Nous savons que le gouvernement reviendra sur sa décision. Le premier ministre a déjà dit qu'il faudra apporter un changement, et les conservateurs retardent le moment de le faire simplement parce qu'ils se croient obligés de défendre le ministre des Finances.

Si le gouvernement permet aux personnes âgées de garder le montant intégral de leur pension de vieillesse, nous permettrons au premier ministre de garder le ministre des Finances et nous ne demanderons pas sa démission. Je me demande bien d'ailleurs pourquoi il tiendrait à le garder. Quoi qu'il en soit, le premier ministre est-il prêt à accepter, comme je le lui propose, de redonner dont nous avons hérité est telle que, si nous n'agissons pas, nous risquons de compromettre gravement les programmes de sécurité sociale destinés aux personnes âgées et à d'autres citoyens. C'est pourquoi nous avons pris des mesures que je trouve responsables et qui sont, je l'espère, équitables, pour tenter d'améliorer la situation économique de manière à pouvoir maintenir et développer ces programmes ultérieurement.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Le candidat du parti libéral au portefeuille des finances vient de faire son entrée. Comme je l'ai répété maintes fois, personne de ce côté-ci de la Chambre, ni ailleurs, ne se réjouit d'être obligé de réduire les montants versés à qui que ce soit. Cependant, la situation dont nous avons hérité est telle que, si nous n'agissons pas, nous risquons de compromettre gravement les programmes de sécurité sociale destinés aux personnes âgées et à d'autres citoyens. C'est pourquoi nous avons pris des mesures que je trouve responsables et qui sont, je l'espère, équitables, pour tenter d'améliorer la situation économique de manière à pouvoir maintenir et développer ces programmes ultérieurement.

Je ne pense pas que beaucoup de gens me contrediront si j'affirme que tous les Canadiens considèrent le ministre des Finances comme un homme réfléchi, compétent et sensible.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

● (1420)

L'INCIDENCE SUR TOUS LES MILIEUX

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry): Monsieur le Président, le premier ministre devrait changer de service de coupures parce qu'il ne reçoit pas les bonnes informations, de toute évidence.

Des Canadiens de tous les milieux réclament un changement. Ce sont peut-être les milieux d'affaires qui ont fait la meilleure réflexion à ce sujet en disant «Si vous voulez réduire le déficit, trouvez une autre solution que de compromettre la sécurité et l'avenir des personnes âgées.»

Pourquoi le premier ministre et le gouvernement ne peuvent-ils pas comprendre un point sur lequel les Canadiens en général sont d'accord et faire ce changement? C'est le moment de reconnaître une erreur que les Canadiens n'apprécient pas du tout.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je sais que mon collègue n'a jamais reconnu une erreur.

Je sais que cela surprendra mon collègue, mais nous n'avons jamais prétendu être infaillibles. Nous essayons de résoudre la situation très imparfaite dont nous avons hérité d'une façon directe et pas d'une façon parfaite.

Je signale à mon collègue que nous essayons de maintenir ces programmes sociaux importants par la croissance et le développement économiques et le fait que 271,000 nouveaux emplois ont été créés depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement prouve amplement que nous sommes capables de le faire et que nous tenons à le faire. C'est parce que nous voulons préserver l'intégrité des programmes sociaux pour les personnes âgées que nous créons au Canada ces nouveaux emplois dont tout le pays profitera.